

L'Hebdo indépendant

Bulletin n° 648
du 12 octobre 2017

par Robert del PICCHIA,

*Sénateur
des Français établis
hors de France*

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les travaux de l'Assemblée des Français de l'étranger. La 27^e session plénière s'est achevée. Selon le communiqué, elle « *restera inscrite dans les annales* », « *pour avoir accueilli, pour la 1^{re} fois de son histoire, un président de la République* ».

13 résolutions et 1 avis ont été adoptés. Les travaux concernent les problématiques suivantes :

- **Fiscalité et économie** : la création pour les entreprises françaises d'un guichet unique à l'exportation, la nécessité de stabiliser le budget de l'AEFE, la proposition d'un système alternatif et transparent pour pallier la suppression de la réserve parlementaire, la réorganisation de la direction de la législation fiscale,
- **Sécurité** : le contrôle de la mise en sécurité du réseau de l'AEFE avec la nomination d'un référent sécurité au sein de l'AEFE,
- **Travail** : l'absence d'aide au retour pour les personnels recrutés localement, l'application de la validation des acquis de l'expérience aux Français de l'étranger, les possibilités de mise en place de téléformations dans le cadre du dispositif de formation professionnelle des Français de l'étranger,
- **Administration** : les actifs immobiliers de l'État à l'étranger, la préparation de la commémoration du centenaire de la fin de la 1^{re} Guerre Mondiale.
- **Représentation des Français de l'étranger** : deux études ont été réalisées hors session. L'une porte sur le bilan des élections 2017 avec le signalement de pistes pour améliorer le dispositif ; l'autre sur les conditions d'exercice du mandat des conseillers représentant les Français de l'étranger avec la proposition de calquer leur statut sur celui des élus territoriaux.

Jean-Baptiste LEMOYNE, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères est intervenu en clôture de la session. Ses priorités : maintenir des services dans un réseau consulaire transformé et centré sur le cœur du métier consulaire ; la sanctuarisation des crédits de sécurité. Il a, par ailleurs, évoqué la nécessaire mise en place d'un vote par Internet « *fiable et sécurisé* » pour les élections consulaires de 2020.

La prochaine session de l'Assemblée se tiendra du 12 au 16 mars 2018.

Envoi sécurisé des passeports. Dans une [question orale](#), les conseillers à l'AFE, Anne HENRY-WERNER et Philippe LOISEAU, ont interrogé le ministère sur différents aspects de la nouvelle disposition réglementaire qui permet aux Français résidant [dans certains pays](#), de recevoir leur passeport par envoi postal. [Selon l'article 10 du décret du 30 décembre 2005](#), modifié en 2016, cette possibilité est réservée aux Français inscrits au registre des Français établis hors de France. Rappelons qu'elle doit être demandée par l'administré et que l'envoi s'effectue à ses frais. La réponse du ministère précise que :

- un envoi sécurisé ne peut pas être mis en place entre deux circonscriptions consulaires différentes ;
- la réception du passeport et l'envoi des photos prises à l'aide d'un téléphone ou d'une tablette se font par un [dispositif en ligne](#) ;
- la procédure d'envoi par la poste « *n'a pas vocation dans l'immédiat à être élargie aux CNIS. Une extension du dispositif sera fonction de l'étude du comportement des usagers (amenant un faible taux d'annulations) et de leur appétence pour ce service* ».

MONDE

Nucléaire iranien. Donald TRUMP devrait refuser de certifier au Congrès que l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien est conforme aux « *intérêts de sécurité nationale* » du pays, comme il est tenu de le faire tous les 90 jours. Le président américain estime que Téhéran n'a pas respecté « *l'esprit de l'accord* » et a jusqu'au 15 octobre pour faire connaître sa décision. L'annonce d'une décertification ouvrirait une période d'incertitude dans les relations internationales et laisserait 60 jours au Congrès pour décider de renouveler les sanctions économiques levées dans le cadre de l'accord.

Donald TRUMP va abroger la mesure phare D'OBAMA sur le climat. La remise en cause des mesures contre le réchauffement climatique prises par son prédécesseur est une constante depuis l'élection du Président.

21 morts dans des incendies en Californie. Selon le dernier bilan, qui évoque par ailleurs plus de 550 disparus. Pour le service des pompiers de Californie, l'incendie baptisé « Tubbs » est parmi les plus destructeurs dans l'histoire de la région.

CORKER se lâche. Le président (républicains) de la commission des Affaires étrangères du Sénat, qui ne briguera pas le renouvellement de son mandat, considère le Président des États-Unis comme un être « *impulsif et instable, qui met en danger le pays* ». « *Il m'inquiète* » dit-il à propos de Donald TRUMP, expliquant qu'à plusieurs reprises, les tweets présidentiels ont fait dérailler des négociations diplomatiques.

Tensions diplomatiques entre les États-Unis et la Turquie. L'ambassade américaine d'Ankara a annoncé qu'elle cessait de délivrer des visas, hormis à des fins d'immigration, 4 jours après l'arrestation d'un de ses employés turcs, accusé d'avoir pris part au coup d'État manqué de juillet 2016. La Turquie a réagi en prenant une mesure similaire et a déclaré, en reprenant les mots du communiqué américain, qu'elle souhaitait « *réévaluer l'engagement* » des autorités des États-Unis à assurer « *la sécurité des missions et du personnel* » turc. La Turquie a par la suite demandé aux États-Unis de revenir sur cette décision.

Kenya – Présidentielle. Une nouvelle manifestation s'est déroulée à Nairobi, à l'appel du principal opposant, Raila ODINGA, qui a annoncé qu'il ne participerait pas à l'élection prévue le 26 octobre, car « *tout indique* » qu'elle « *sera pire que la précédente* ». Le scrutin du 8 août, remporté par le président sortant Uhuru KENYATTA, avait été annulé par la Cour suprême en raison d'irrégularités dans la transmission des résultats par la Commission électorale.

EUROPE

Carles PUIGDEMONT persiste mais ne signe pas. Le gouvernement espagnol a lancé la montre avant de déclencher l'article 155 de la Constitution espagnole, une procédure qui permet la mise sous tutelle d'une région. Réponse de Carles PUIGDEMONT : « *Ils ont plus peur du dialogue que de la violence* ». Le Parlement catalan a signé la proclamation d'indépendance de République de Catalogne. Une déclaration dont la mise en œuvre a toutefois été suspendue dans l'immédiat.

Contre l'indépendance catalane. Plusieurs centaines de milliers de personnes (350.000 selon la police municipale, 950.000 selon les organisateurs) ont défilé à Barcelone.

La position française. « *S'il devait y avoir une déclaration d'indépendance, elle serait unilatérale, elle ne serait pas reconnue* ». Déclaration de la ministre Affaires européennes, Nathalie LOISEAU. Première conséquence si une telle déclaration devait être prononcée : « *elle sortirait de l'UE* ». « *Cette consultation était contraire à la Constitution et il n'y a eu aucun moyen d'en vérifier la qualité : ni les listes d'électeurs, ni le déroulement du scrutin, ni le dépouillement n'ont été vérifiées* » souligne la ministre française, qui rappelle que l'Espagne est notre allié, et « *une grande démocratie* ».

MERKEL cède du terrain sur les migrants. Lors d'une réunion des deux partis de centre droit alliés, CDU et CSU, la chancelière allemande a annoncé qu'elle acceptait de restreindre l'accueil des migrants en Allemagne. Le plafond : « 200.000 par an ». Néanmoins, pour être réélue, Angela MERKEL doit négocier la formation d'une coalition de gouvernement avec les partis des libéraux (FDP) et des Verts (Die Grünen). Une réunion est prévue le 18 octobre entre la CDU/CSU et les Verts, puis avec le FDP, avant une première discussion commune entre les quatre formations le 20 octobre. Les Verts et les libéraux se sont montrés critiques vis-à-vis de l'instauration d'un plafond et ont réitéré leur attachement au droit d'asile.

MACRON l'impatient. « Si on est prêt à mettre en commun notre sécurité, notre numérique, notre énergie, notre politique migratoire, notre lutte contre le terrorisme, alors il faut m'expliquer qui est prêt à faire tout ça, mais à dire 'moi le budget de la zone euro je n'en veux pas' ». Le Président a appelé Angela MERKEL à s'engager dans sa proposition de réforme de la zone euro.

Theresa MAY n'écarte pas le limogeage de Boris JOHNSON. Confrontée à un ministre des affaires étrangères qui affiche de plus en plus ses ambitions et sa vision différente du Brexit, la première ministre britannique a laissé entendre qu'elle pourrait s'en séparer.

Législatives anticipées en Autriche. 183 députés doivent être élus. Le nouveau chancelier devra composer une coalition. Le thème central de ces élections est l'immigration, sujet dont tous les partis se sont emparés lors de leur campagne. D'après un sondage, le parti conservateur ÖVP arriverait en tête avec 35% des intentions de vote.

L'Italie a confiance. Les députés ont voté la confiance au gouvernement sur un projet de loi électorale, qui prévoit que 225 députés seraient élus au scrutin majoritaire, et 386 à la proportionnelle ; le Sénat serait élu selon des modalités équivalentes.

Travailleurs détachés. La députée européenne, Élisabeth MORIN-CHARTIER (PPE – droite) affirme être « en train de construire une majorité au Parlement » pour l'adoption d'une révision de la directive qui encadre le travail détaché. Vote en commission le 16 octobre.

Un parquet européen. Envisagé pour la première fois dans le traité de Lisbonne en 2009, il permettra de coordonner les efforts de l'OLAF (l'Office européen de lutte antifraude), d'Eurojust (l'Agence européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale) et d'Europol (l'Office européen de police). Adoptée par le Parlement européen, la création de ce parquet interviendra dès 2018.

DIJSSELBLOEM se retire de la vie politique. L'ancien ministre des Finances néerlandais quittera la présidence de l'Eurogroupe... en janvier. Il n'a ni la « force », ni la « flamme » dont son parti, travailliste, a besoin pour incarner l'opposition. L'annonce est intervenue alors que Mark RUTTE, le Premier ministre sortant, est parvenu à former une coalition, 7 mois après les législatives. Les groupes parlementaires des quatre formations ont approuvé un programme qui intitulé « Confiance dans l'avenir ». La fragile coalition ne disposera que d'une voix de majorité à la Deuxième chambre. Il va maintenant s'atteler à la formation de son 3^e gouvernement.

Corruption au Portugal. L'ancien Premier ministre, José SOCRATES, est formellement accusé de corruption, après une enquête lancée en 2014. L'ancien dirigeant socialiste aurait perçu quelque 24 millions d'euros. 18 autres personnes et 9 sociétés sont visées.

Montrez ce drapeau qu'ils ne sauraient voir... Lors du prochain Conseil européen, « je ferai la déclaration solennelle qui fera que la France rejoindra (les) 16 autres États qui l'ont déjà fait : j'affirmerai officiellement que la France reconnaît le statut de L'Hymne européen et du drapeau européen », a annoncé Emmanuel MACRON, en réponse à ceux qui souhaitent retirer le drapeau des hémicycles français.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Réforme de l'assurance-chômage dans un climat social agité. Emmanuel MACRON a ouvert le 2^e grand chantier social : celui de l'assurance-chômage, de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Le Président de la République a reçu les principaux chefs de file des organisations syndicales et patronales. La concertation se poursuivra avec des rencontres bilatérales à Matignon, avant que se tiennent des discussions plus techniques avec le cabinet de la ministre du travail, Muriel PÉNICAUD. Le projet de loi serait définitivement adopté à l'été 2018.

Au menu : ouvrir l'assurance-chômage aux indépendants et aux démissionnaires, rendre l'apprentissage plus attractif et simplifier la formation professionnelle. L'assurance-chômage est le point le plus délicat. Au-delà de son extension, l'exécutif compte en modifier le financement et la gouvernance. Le régime ne serait plus uniquement financé par les cotisations, mais également par l'impôt (Contribution sociale généralisée, CSG), et il passerait d'une gestion paritaire par les partenaires sociaux à une gestion tripartite avec un pilotage de l'État.

Les fonctionnaires dans la rue. 209.000 personnes ont manifesté dans toute la France lors de la journée d'action selon le ministère de l'Intérieur. Ils étaient 400.000, selon la CGT. La grève s'est traduite par des fermetures de crèches, d'établissements scolaires – où le service minimum, prévu par la loi, n'est pas toujours assuré – et de nombreux services publics.

Pourquoi ? La hausse de la CSG de 1,7 point à partir de janvier 2018. Contrairement aux salariés du privé, à qui le gouvernement a promis qu'elle serait plus que compensée par la suppression des cotisations chômage et maladie, les fonctionnaires devraient bénéficier d'une contrepartie qui n'est pas encore clairement définie. Les syndicats critiquent également le gel en 2018 du point d'indice qui permet de calculer leur salaire et le retour d'un jour de carence en cas d'absence maladie annoncé en juillet par le gouvernement. C'est la première fois depuis 10 ans que les neuf syndicats représentant les 5,4 millions de fonctionnaires appelaient ensemble à la grève et à une journée de mobilisation.

La réponse de Matignon. Le Premier ministre, Édouard PHILIPPE, a assumé « *pleinement les mesures prises* » et assure qu'il n'y aurait « *pas de perte de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires* » grâce à une « *diminution des contributions salariales* » pour ceux qui en ont et au « *versement de primes* » pour ceux qui n'en ont pas.

Emmanuel MACRON s'engage à accueillir 10.000 réfugiés. La France « *ouvrira sur les deux prochaines années 10.000 places* » pour ces réfugiés « *réinstallés* » du Niger, du Tchad, mais aussi de Turquie, du Liban et de Jordanie, a détaillé le président. Parmi eux, 3.000 seront issus des « *missions de protection avancées* » de l'Ofpra au Niger et au Tchad. Le Président de la République a également annoncé des « *modifications législatives et réglementaires dans les prochaines semaines* » pour rapprocher sa politique d'organisation de l'asile avec celle de l'Allemagne.

Ségolène ROYAL et la démocratie sociale. La nouvelle ambassadrice pour les pôles Arctique et Antarctique, a appelé le Président de la République à « *donner de la cohérence aux réformes* » et lui conseille « *ne pas donner le pouvoir au ministère des Finances* ». Elle demande la prise en compte des inquiétudes exprimées à travers les manifestations, et rappelle « *l'universalité de la politique familiale* », alors que la ministre de la Santé, Agnès BUZYN, souhaite « *une réflexion* » sur ce sujet.

François HOLLANDE en Corée du Sud. L'ancien Président de la République prononcera un discours sur les enjeux géopolitiques, son premier depuis son départ de l'Élysée. Il rencontrera l'ancien Secrétaire général de l'ONU, BAN Ki-Moon.

François BAYROU a critiqué une réforme de l'ISF qui ne ressemble « *que de loin* » à ce qui avait été promis par le candidat MACRON. Il lui reproche de favoriser « *l'accumulation* » aux dépens de l'investissement. Les députés MoDem vont déposer des amendements sur le projet de loi de Finances.

Les 4 mousquetaires. Ils devraient finalement être 4 en lice pour la présidence du parti Les Républicains (les 4 et 17 décembre prochains). Les candidatures doivent encore être validées par la Haute Autorité, après vérification des parrainages. Laurent WAUQUIEZ fait figure de favori. Il devrait affronter Florence PORTELLI, ancienne porte-parole de François FILLON pendant la présidentielle. Maël de CALAN, ancien porte-parole de la campagne d'Alain JUPPÉ pour la primaire, et Daniel FASQUELLE, qui avait repris les finances du parti après sa nomination par Nicolas SARKOZY, ont également réussi à rassembler les parrainages nécessaires.

Pas de FN pour Sens commun. Laurent WAUQUIEZ a averti le mouvement issu de la « Manif pour tous » qu'il n'aurait « *plus sa place* » au sein du parti, en cas de « *passage à l'acte* » en direction du Front national, dénonçant « *des propos beaucoup trop légers* ». Le Président de l'association, Christophe BILLAN, avait déclaré que « *si Marion MARECHAL-LE PEN (dont il est proche) vient demain avec ses idées rejoindre une plateforme, cela ne me posera aucun problème* ».

PARLEMENT

Assemblée nationale

Les députés adoptent définitivement le projet de loi antiterroriste. Les sénateurs devraient faire de même, le 18 octobre, ouvrant la voie à une promulgation rapide. Les députés de La République en marche (LRM) ont lâché du lest et ont trouvé un [accord avec les sénateurs](#) lors de la commission mixte paritaire. « *Nous avons abouti à un texte équilibré, que nous avons tiré dans le sens de la protection des libertés* », se félicite Philippe BAS, président de la commission des Lois au Sénat.

Interdiction de l'exploitation des hydrocarbures. L'Assemblée nationale a voté par 388 voix contre 69 (et 47 abstentions) le projet de loi porté par le ministre de la Transition écologique, Nicolas HULOT, programmant la fin de l'exploitation des hydrocarbures à l'horizon 2040. Plusieurs organisations environnementales, comme Les Amis de la Terre, ont regretté l'ajout d'un amendement permettant de prolonger les concessions au-delà de 2040 si le titulaire du permis de recherche démontre « *qu'une telle limitation ne permet pas de couvrir ses coûts de recherche et d'exploitation* ».

Projet de loi de finances pour 2018 : examen de la partie « recettes ». C'est bien sur la réforme de l'ISF, appelé à devenir l'Impôt sur la fortune immobilière (IFI) et le Prélèvement forfaitaire unique (PFU), que se concentrent les plus vifs débats. La gauche accuse le gouvernement de présenter un « *budget pour les riches* », tandis que la droite dénonce un texte « *anti-proprétaires* », « *anti-retraités* » et « *anti-collectivités territoriales* ». Le groupe La République en Marche a annoncé des amendements pour inclure dans l'IFI les yachts de plus de 30 mètres et les lingots d'or, ou encore les voitures de luxe.

Sénat

Report des prochaines sénatoriales : encore une rumeur ? L'idée qui ferait l'objet d'une réflexion à l'Élysée serait de reculer les prochaines municipales, qui doivent se tenir au printemps 2020. Or, la moitié du Sénat doit renouvelée au mois de septembre suivant. Le collège électoral étant principalement composé par des conseillers municipaux, cela conduirait soit à élire l'autre moitié du Sénat avec les mêmes électeurs qu'en 2014 et 2017, soit à repousser d'un an les sénatoriales. « *Une démocratie a des règles. Ces règles, elle doit les respecter* » prévient Gérard LARCHER, Président du Sénat. « *Il y a quelques mois, on parlait de reporter les sénatoriales* » qui se sont finalement bien tenues en septembre, rappelle-t-il encore. « *Donc on reste calme* ».

Droit des contrats : ratification de l'ordonnance. Soulignant que cette réforme du droit civil est « *fondamentale, compte tenu de l'impact sur toute la société* », la commission des Lois a rappelé l'opposition du Sénat « *tout entier* » à ce qu'elle ait été menée par ordonnance. Pour ne pas ajouter à l'instabilité juridique (les mesures sont déjà en vigueur), le rapport LR a limité les modifications, « *dans un esprit de responsabilité* ». 14 amendements ont été adoptés, pour corriger des « *malfaçons ou difficultés fortes d'interprétation* ».

SANTÉ, SOCIÉTÉ ET SPORTS

Le préfet du Rhône limogé à la suite de l'attentat de Marseille. Après les révélations de [dysfonctionnements](#) administratifs, constatés après une enquête dans l'affaire des deux jeunes filles assassinées à Marseille.

Deux prisonniers soupçonnés de préparer un attentat. Alors qu'ils étaient sur le point d'être libérés de la prison de Fresnes, les deux détenus ont été mis en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle.

2 vaccins expérimentaux prometteurs contre le virus Ébola. La protection serait efficace pendant 1 an.

520.400 décès prématurés en 2014. En cause : la pollution de l'air dans les 41 pays du continent européen. Parmi ces morts de moins de 65 ans, 487.600 ont été enregistrés au sein de l'UE. 550.000 morts avaient été attribuées à la pollution en 2013, dont 520.000 dans l'UE.

Piétonisation et pollution. L'organisme de surveillance de la qualité de l'air en Île-de-France, Airparif, a publié les résultats d'une enquête étalée sur un an selon laquelle la fermeture à la circulation en septembre 2016 de la voie Georges-Pompidou sur 3,5 km le long de la Seine à Paris n'a eu « [aucun impact significatif sur l'exposition des populations](#) » à la pollution. Airparif a constaté une « *amélioration de la qualité de l'air le long des quais fermés à la circulation* », mais une dégradation « *dès la fin de la portion piétonnisée* » et sur plusieurs itinéraires de report.

124 millions de jeunes obèses. Ils n'étaient que 11 millions en 1975. Le phénomène, mis en évidence par l'Imperial College de Londres et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), concerne toutes les régions du monde.

Football : la France qualifiée pour la Coupe du Monde. Victoire des Bleus sur la Biélorussie (2-1) qui leur permet de terminer 1^{ers} du groupe, devant la Suède. Le Portugal et l'Argentine ont également été qualifiés, tandis que les États-Unis, battus par Trinité-et-Tobago, ont été éliminés.

CARNET ET NOMINATION

Mort de Jean ROCHEFORT. L'immense comédien français, César du meilleur acteur en 1978 pour « *Le Crabe-tambour* », est décédé à 87 ans. Acteur favori d'Yves ROBERT, pour lequel il joua dans huit films, dont « *Le Grand Blond avec une chaussure noire* » et « *Un éléphant ça trompe énormément* », il s'était récemment illustré sur France 5 et YouTube avec une minisérie, « *Les Boloss des belles lettres* », dans laquelle il résumait, dans un langage « jeune », des classiques de la littérature.

Serge VINET, conseiller au Conseil supérieur des Français de l'étranger puis à l'Assemblée des Français de l'étranger de 2000 à 2014 pour la Suisse, est décédé ce 23 août. *Condoléances attristées.*

Christine MORO dirigera la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales du Quai.

Bertrand FORT, conseiller culturel et scientifique à l'ambassade à Bruxelles.

Michel LEVEQUE, conseiller pour les affaires agricoles pour l'Afrique australe à Pretoria.

Olivier FONTAN, sous-directeur de l'environnement et du climat au Quai.

Jérémie BLIN, chef de la mission d'Afrique orientale à la direction d'Afrique et de l'océan Indien.

Laurent ALBERTI, sous-directeur de l'Allemagne et de l'Europe alpine et adriatique au Quai.

Thomas BESNARD, chef du bureau « Amériques » de la direction générale du Trésor.

Jean-François DAGUES, conseiller résident du Fonds monétaire international à Dakar.

L'Hebdo indépendant, tous droits réservés. Responsable de rédaction : Olivia RICHARD, avec la collaboration de Jean-Pierre VILLAESCUSA. La Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour. Les informations contenues dans l'Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. tél : + 33 1 42 34 26 87 ou par mail : r.delpicchia@senat.fr